



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°559 – 31 octobre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

UEMOA : la croissance devrait rester soutenue sur le moyen terme, se situant autour de 6%

"Bien que des retards aient été enregistrés dans la production et l'exportation pétrolière au Sénégal et au Niger, le taux de croissance économique de l'UEMOA demeurerait soutenu en 2024, se situant autour de 6,0%", [a annoncé](#) le Président du Conseil des ministres de l'UEMOA, au cours d'une réunion entre les autorités nationales et régionales de l'UEMOA et le FMI, tenue le 24 octobre 2024, en marge des Assemblées annuelles 2024 des institutions de Bretton Woods. La dynamique de croissance devrait se poursuivre sur la période 2025-2028 avec un taux de croissance annuel moyen de plus de 6,0%. Cette performance serait soutenue, notamment, par la bonne production agricole et de pétrole ainsi que la vigueur des investissements publics et privés. Toutefois, en raison de la persistance des crises, le rythme de la consolidation budgétaire ralentit.

44 M EUR du FVC en faveur de la BOAD pour la lutte contre le changement climatique

Le Fonds Vert Climat et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) [ont signé](#) une convention de subvention d'un montant de 44 M EUR, approuvé le 23 octobre 2024, en faveur du Programme Régional LOCAL Plus, en Afrique de l'Ouest. Ce programme, d'un montant total de 52,8 M EUR, sera mis en œuvre par la BOAD au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire,

### Le chiffre à retenir

# 8,17 M

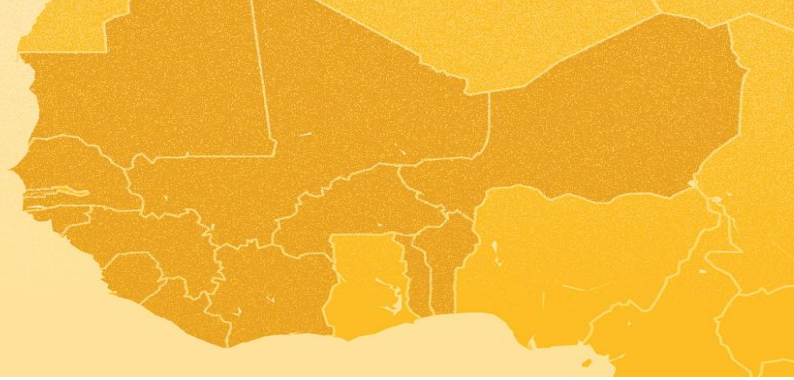
Le nombre de barils de pétrole issus du champ sénégalais Sangomar 4 mois après le démarrage de l'exploitation en juin

au Mali et au Niger sur une période de 5 ans. Il a pour objet de faciliter l'accès des collectivités locales et du secteur privé aux financements de l'action climatique, à travers un soutien technique, un appui budgétaire et un renforcement des capacités. Par ailleurs, le FVC a également [accrédité](#) la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA), basée au Mali, comme nouveau partenaire de mise en œuvre de ses projets.

### Bénin

**Signature d'accords de financement d'un montant total de 113,6 M EUR**

[En marge de assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale](#), le gouvernement béninois a signé trois accords de financement avec des bailleurs internationaux pour un montant total de 113,6 M EUR. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) s'est engagé à financer l'extension du projet d'appui au développement du maraîchage, dit PADMAR, (24 M EUR) destiné à soutenir les maraîchers dans 27 nouvelles communes du pays. La BOAD a signé un financement de 45,7 M EUR pour la réhabilitation et l'équipement de



trois lycées techniques et professionnels. Elle soutiendra également à hauteur de 30,5 M EUR, avec la participation du Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (13,6 M EUR), le renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable dans le centre du pays.

### Nouvel équipement sur le port de Cotonou

[L'entreprise Africa Global Logistics \(AGL\)](#), via sa filiale Bénin Terminal, a récemment investi dans un nouveau portique de quai, fabriqué par ZPMC (*Shanghai Zhenhua Heavy Industries*), pour un montant de 11 M EUR. Ce nouvel équipement devrait permettre au port de Cotonou d'accélérer le chargement et le déchargement des navires porte-conteneurs et donc renforcer les capacités opérationnelles du port. Il s'inscrit dans un programme de modernisation du port qui prévoit l'installation de trois autres portiques d'ici 2026. Depuis 2013, Bénin Terminal a investi plus de 216 M EUR dans les infrastructures du port de Cotonou et est un acteur central du projet de modernisation du port.

## Burkina Faso

### Hausse du chiffre d'affaires dans le commerce de 3,5 % en g.a au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), l'indice du chiffre d'affaires dans le secteur du commerce a [enregistré](#) une augmentation de 3,5 % en glissement en annuel (g.a) au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2024. Cette évolution s'explique notamment par la bonne performance de la branche "Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles" (+40,8% en g.a) et dans une moindre mesure celle du commerce de détail (+2,8 % en g.a). Toutefois, elles ont été atténuées par le repli de la branche

"Commerce de gros et activités des intermédiaires" (-1 % en g.a).

## Côte d'Ivoire

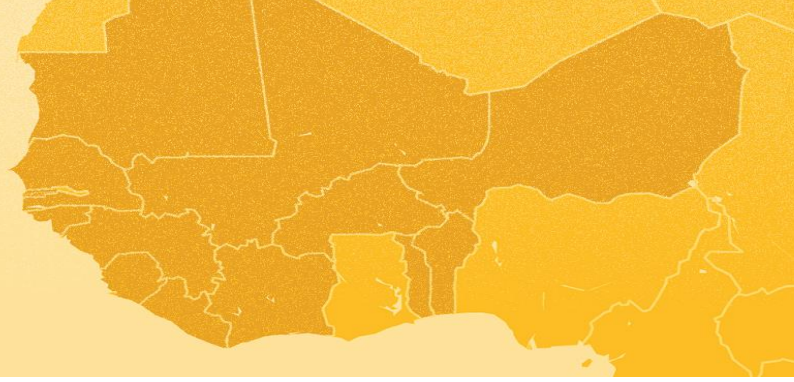
### Prêt de 54,8 M EUR de l'OFID pour la transition des secteurs des transports et de l'énergie

En marge des Assemblées annuelles du FMI et de la BM qui se sont tenues à Washington du 21 au 26 octobre 2024, le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) a accordé à la Côte d'Ivoire un accord de [prêt](#) programmatique (Program-Based Loan, PBL) de 36 Mds FCFA (54,8 M EUR). Le prêt s'inscrit dans la première phase du Programme national de transformation économique et de gouvernance inclusive (PATEGI) qui a pour objectif d'accélérer la transition verte des secteurs des transports et de l'énergie du pays. Le Fonds OPEP a déjà financé 27 projets en Côte d'Ivoire dans divers secteurs, notamment l'agriculture, les services bancaires et financiers, l'éducation et l'énergie.

### Exonérations fiscales pour les équipements destinés aux énergies renouvelables

Le 22 octobre, les ministres des Mines, du Pétrole et de l'Énergie ainsi que des Finances et du Budget ont [co-signé](#) un arrêté, en application d'une directive de l'UEMOA. Ce dernier porte sur la liste des équipements destinés aux énergies renouvelables qui seront désormais totalement exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée, de droits de douane et de la taxe sur les opérations bancaires. Il vise à faciliter l'accès aux technologies vertes et alléger les coûts afin de stimuler l'investissement privé. Pour rappel, la production d'énergies renouvelables (ENR) en Côte d'Ivoire ne représente que 31% de la production d'électricité et prévoit de passer à 42% d'ENR dans le mix énergétique d'ici 2030. L'hydraulique est la principale source d'ENR en Côte d'Ivoire, suivie par la biomasse et le solaire.





## Guinée-Bissau

La dette publique se situe à 80 % du PIB à fin juin 2024

Selon un [bulletin](#) publié récemment par le ministère des Finances, la dette publique de l'Administration centrale (hors entreprise publique) s'établit à 1070,8 Mds FCFA (1,6 Md EUR) au terme du 1er semestre 2024, soit une hausse de 5,2 % en glissement annuel (g.a). Elle est en majorité constituée par la dette intérieure, à hauteur 57,6 %, contre 42,4 % pour la dette externe. La dette intérieure est principalement constituée par les titres publics émis sur le marché financier régional de l'UEMOA (59,5% de la dette intérieure). Quant à la dette extérieure, elle est essentielle due aux créanciers multilatéraux (82,7 % de la dette extérieure), dont principalement la Banque mondiale (29,1 %) et la Banque Ouest Africaine de Développement (31,2 %).

## Libéria

*Lancement du projet Seeds4Liberia*

Le 28 octobre 2024, le ministère de l'Agriculture [a procédé](#) au lancement du projet Seeds4Liberia, une initiative visant à créer des systèmes semenciers résilients dans les principales chaînes de valeur agricoles. Ce projet, d'une durée de 4 ans, financé par l'Union européenne à hauteur de [6,5 M EUR](#) et mis en œuvre par *AfricaRice*, en collaboration avec plusieurs partenaires nationaux et internationaux, vise à améliorer la production, la distribution et les infrastructures de semences pour les chaînes de valeur du riz, du manioc, du soja, du café et du poisson. L'initiative soutient également la mécanisation, l'accès financier et les partenariats de recherche pour renforcer les capacités agricoles nationales.

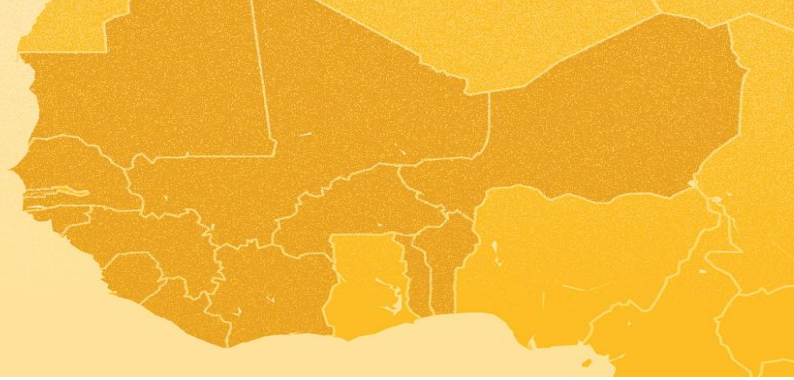
## Mali

**Annonce de l'approfondissement de la coopération avec le russe Yadran**

Dans le cadre de la visite d'une délégation du groupe russe Yadran à Bamako, la présidence de la République malienne a [annoncé](#) dans un communiqué du 29 octobre que, dans la perspective de la signature de contrats, les grandes lignes de coopérations stratégiques ayant trait aux secteurs minier et du textile ainsi qu'à l'approvisionnement en hydrocarbures avaient été abordées. Le groupe Yadran prévoirait ainsi en particulier la construction d'une raffinerie d'or et d'une usine de transformation. Pour rappel, en novembre 2023 les autorités maliennes avaient [signé](#) un protocole d'accord d'une durée de 4 ans avec la Russie pour la construction d'une raffinerie d'or d'une capacité de 200 tonnes par an, selon Reuters citant une allocution télévisée du ministre de l'Economie et des Finances, sans pour autant que le lien avec cet accord n'ait été récemment souligné.

**Prise de contrôle de la Sotelma par l'Etat**

A l'occasion du [Conseil des ministres](#) du 23 octobre dernier, le gouvernement a adopté un projet de décret portant approbation du cahier des charges pour l'octroi à la Sotelma, d'une licence d'établissement et d'exploitation de réseaux et services de télécommunications fixe et mobile (2G, 3G et 4G), de transmission de données et de télécommunications internationales. Maroc Télécom, partenaire historique du Mali dans le secteur, deviendrait ainsi actionnaire minoritaire de la Sotelma, puisque l'Etat détiendrait désormais 56% des parts. Pour rappel, la Sotelma, opérateur depuis 1990, avait été privatisée en 2009 via une vente de 51% de ses parts à Maroc Telecom. Par ailleurs, le renouvellement de la licence impliquerait un paiement d'un montant total de 160 M FCFA (264 M EUR) à l'Etat de la part de



Sotelma, échelonné jusqu'à mars 2025, et intervient dans un contexte de tension de trésorerie pour l'Etat et de revendications par la Sotelma du règlement de ses [arriérés](#).

## Niger

### Starlink obtient une licence d'exploitation

Le gouvernement nigérien a annoncé [avoir accordé](#) une licence d'exploitation au fournisseur d'accès à internet par satellite Starlink. L'accord a été signé le 29 octobre dernier. Pour le ministre nigérien de la Communication, des Postes et de l'Economie Numérique, la venue de Starlink pourrait améliorer la couverture et la qualité de la fourniture internet dans le pays. Pour rappel, Starlink est déjà présent dans 27 pays africains, dont 9 en Afrique de l'Ouest.

## Sierra Leone

### Lancement du programme agricole *Bennimix Out Grower Activity* par l'USAID

Le 29 octobre 2024, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), en partenariat avec l'entreprise *Bennimix Food*, a procédé au [lancement](#) du projet *Bennimix Out Grower Activity* qui s'étalera sur 3 ans. Par un premier financement de 400 000 USD, ce projet vise à permettre à environ 5 000 petits exploitants agricoles d'augmenter le rendement de leurs cultures et d'améliorer l'accès à des aliments produits localement pour les communautés vulnérables.

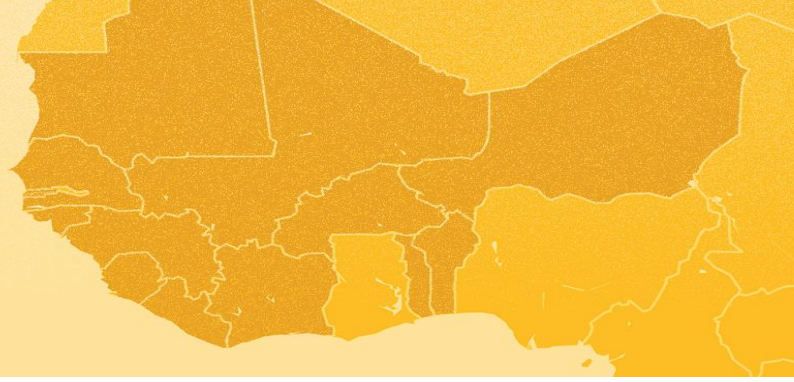
## Sénégal

### Suspension du programme FMI en cours

D'après un communiqué de l'agence Bloomberg, le ministre des Finances et du Budget a annoncé, en marge des assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale, [l'arrêt du programme FMI](#) mis en place en juin 2023, d'un montant de 1,8 Md USD sur 18 mois. Cette suspension fait suite à l'annonce des résultats provisoires de l'audit sur les finances publiques sur la période 2019-2023 initié par le nouveau gouvernement. Celui-ci révèle des écarts importants avec les chiffres du déficit et de la dette publique communiqués initialement par l'ancien gouvernement et le FMI (respectivement 10,4% contre 5,5% et 83,7% contre 76,3%). Cette situation prive ainsi le Sénégal des décaissements prévus pour 2024 au titre de ce programme (600 M USD). D'après le communiqué, un nouveau programme pourrait être renégocié d'ici le premier semestre 2025.

### Retrait du pays de la liste grise du GAFI

Les autorités sénégalaises ont annoncé, le 25 octobre 2024, le retrait du Sénégal de la liste des juridictions sous surveillance renforcée dit "[Liste grise](#)" du Groupe d'action financière (GAFI), organisation intergouvernementale créée en 1989 et comptant à ce jour 40 membres et 200 juridictions appelées à observer ses règles. Cette décision, rendue publique lors de la plénière du GAFI, qui s'est tenue à Paris, est le résultat d'un travail collaboratif impliquant l'engagement des plus hautes autorités du pays dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme avec le soutien du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), du GAFI et des partenaires techniques et financiers notamment. La sortie du Sénégal de la liste grise du GAFI conforte l'image institutionnelle positive du pays et



devrait renforcer l'attractivité de l'économie nationale, en particulier dans un contexte dans lequel le Sénégal s'efforce de rétablir la confiance des investisseurs.

### 8,17 M de barils de pétrole produit par Sangomar en 4 mois

Le ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines a annoncé que le gisement Sangomar a produit [8,17 M de barils de pétrole](#), quatre mois après le début de sa mise en exploitation, entre juin et septembre 2024. D'après le communiqué en date du 29 octobre 2024, cette production a fait l'objet de huit cargaisons, soit un volume total de 7,69 M de barils de pétrole brut, commercialisées sur le marché international. Les prévisions de production pour l'année 2024 restent inchangées avec un objectif de maintien du plateau de 100 000 barils par jour au courant du quatrième trimestre 2024.

## Togo

### Bilan à mi-parcours de la campagne cotonnière 2024-2025 en deçà des objectifs

Le 23 octobre à Sokodé une [rencontre à mi-parcours de la campagne 2024-2025](#) a été organisée par la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) en collaboration avec la Fédération nationale des groupements de producteurs de cotons du Togo (FNGPC COOP-CA). Dans ce cadre, [le bilan à mi-parcours a permis de prévoir une production](#) de 66 617 tonnes de coton attendue à la fin de la campagne, sur une surface totale exploitée de 79 306 ha et un rendement moyen de 840 kg/ha. Ces prévisions à mi-parcours sont légèrement plus basses que les prévisions initiales: une production totale de 85 000 tonnes sur 100 000 ha pour un rendement moyen de 850 kg/ha. Cette baisse serait imputable à une longue période de sécheresse pendant la période de semis et à une mauvaise

qualité des semences. Pour la campagne 2023-2024, le Togo avait produit 67 679 tonnes sur une surface totale de 80 000 ha.

### Lancement de campagne 2024-2025 : le tarif du kg de soja en hausse

[La campagne de commercialisation du soja a été lancée vendredi 25 octobre au Togo](#), avec un tarif fixé à 250 FCFA (0,38 EUR) le kilogramme pour la vente bord champs contre 200 FCFA (0,30 EUR) lors de la campagne 2023-2024, soit une hausse de 25% du prix. Le nouveau tarif a été établi à l'issue d'une consultation entre la Fédération nationale des coopératives productrices de soja (FNCPS), l'Association togolaise des transformateurs de soja (ATTS) et l'Association nationale des commerçants-exportateurs de soja (ANCES). La production estimée pour cette saison 2024-2025 est de 200 000 tonnes.



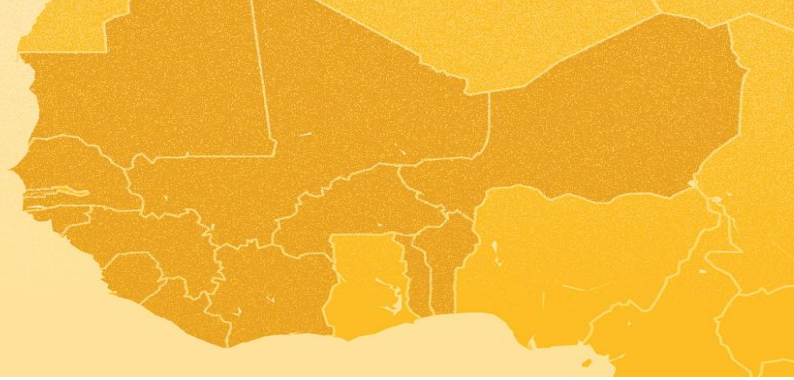


## Retour sur les perspectives du World Economic Outlook d'octobre (1/2)

	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dont inc., % du PIB)		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Benin	6,4 %	6,5 %	6,5 %	1 433	1 510	1 587	2,8 %	2,0 %	2,0 %	15,0 %	15,2 %	15,7 %
Burkina Faso	3,1 %	5,5 %	5,8 %	867	908	952	0,7 %	2,1 %	2,0 %	22,3 %	21,8 %	22,8 %
Côte d'Ivoire	6,2 %	6,5 %	6,4 %	2 537	2 720	2 902	4,4 %	3,8 %	3,0 %	16,2 %	16,8 %	17,6 %
Guinée-Bissau	5,2 %	5,0 %	5,0 %	1 035	1 106	1 166	7,2 %	4,2 %	2,0 %	13,7 %	15,8 %	15,5 %
Mali	4,4 %	3,8 %	4,4 %	866	898	933	2,1 %	2,5 %	2,0 %	22,3 %	22,4 %	22,4 %
Niger	2,4 %	9,9 %	7,3 %	621	698	752	3,7 %	7,8 %	3,6 %	10,4 %	12,2 %	12,6 %
Sénégal	4,6 %	6,0 %	9,3 %	1 703	1 805	1 972	5,9 %	1,5 %	2,0 %	20,9 %	20,9 %	21,8 %
Togo	5,6 %	5,3 %	5,3 %	1 001	1 051	1 099	5,3 %	2,7 %	2,0 %	19,8 %	19,0 %	18,8 %
Cap Vert	5,1 %	4,7 %	4,7 %	5 083	5 388	5 712	3,7 %	2,0 %	2,0 %	24,6 %	26,9 %	25,5 %
Gambie	5,3 %	5,8 %	5,8 %	893	989	1 074	17,0 %	14,4 %	9,8 %	20,0 %	20,1 %	19,2 %
Guinée	5,7 %	4,1 %	5,7 %	1 529	1 652	1 727	7,8 %	11,0 %	10,2 %	14,2 %	13,7 %	13,5 %
Liberia	4,6 %	5,1 %	5,8 %	808	855	887	10,1 %	7,7 %	6,0 %	20,1 %	19,8 %	20,6 %
Mauritanie	6,5 %	4,4 %	4,2 %	2 404	2 376	2 394	4,9 %	2,7 %	4,0 %	22,5 %	24,2 %	24,7 %
Sierra Leone	5,7 %	4,0 %	4,5 %	754	856	883	47,7 %	36,6 %	18,0 %	12,7 %	12,6 %	13,6 %
Afrique Subsaharienne	3,6 %	4,2 %	4,4 %	1 680	1 540	1 550	18,1 %	12,3 %	8,4 %	18,9 %	19,1 %	19,1 %

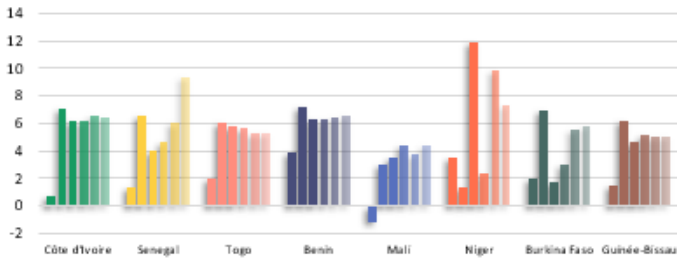
	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dette publique (% PIB)		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Benin	40,5 %	37,7 %	38,2 %	-5,9 %	-6,0 %	-6,0 %	-4,1 %	-3,7 %	-2,9 %	54,5 %	54,0 %	52,6 %
Burkina Faso	17,1 %	24,0 %	25,3 %	-8,0 %	-3,8 %	-1,2 %	-6,9 %	-5,7 %	-4,7 %	55,9 %	57,4 %	56,0 %
Côte d'Ivoire	25,2 %	25,4 %	25,8 %	-8,0 %	-5,4 %	-1,3 %	-5,2 %	-4,0 %	-3,0 %	58,1 %	59,3 %	55,9 %
Guinée-Bissau	17,2 %	17,7 %	18,8 %	-8,7 %	-6,1 %	-4,4 %	-8,2 %	-3,8 %	-3,0 %	79,4 %	77,0 %	74,3 %
Mali	17,9 %	17,2 %	17,2 %	-7,1 %	-5,5 %	-3,5 %	-3,9 %	-3,6 %	-3,3 %	55,9 %	55,7 %	55,9 %
Niger	23,8 %	19,1 %	18,2 %	-14,4 %	-4,6 %	-4,3 %	-5,4 %	-4,1 %	-3,0 %	56,6 %	51,7 %	49,0 %
Sénégal	47,0 %	39,6 %	31,5 %	-18,8 %	-12,7 %	-8,3 %	-4,9 %	-7,5 %	-4,5 %	81,2 %	84,3 %	80,5 %
Togo	30,7 %	28,2 %	26,1 %	-2,9 %	-3,0 %	-2,9 %	-6,7 %	-4,9 %	-3,0 %	68,0 %	69,7 %	68,4 %
Cap Vert	23,1 %	24,8 %	25,0 %	-3,1 %	-5,2 %	-5,3 %	-0,3 %	-2,9 %	-2,1 %	114,0 %	111,0 %	107,2 %
Gambie	24,8 %	23,6 %	21,1 %	-8,6 %	-4,4 %	-2,8 %	-3,7 %	-2,7 %	-0,3 %	75,2 %	66,5 %	60,6 %
Guinée	15,7 %	14,6 %	14,4 %	-8,8 %	-9,5 %	-8,8 %	-1,8 %	-3,0 %	-2,6 %	40,8 %	37,8 %	34,8 %
Liberia	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	-26,4 %	-22,6 %	-21,9 %	-7,1 %	-2,4 %	-3,5 %	58,8 %	56,8 %	57,2 %
Mauritanie	42,4 %	29,0 %	28,9 %	-8,8 %	-7,2 %	-8,7 %	-2,5 %	-1,2 %	-1,2 %	48,2 %	44,2 %	46,2 %
Sierra Leone	19,7 %	18,3 %	19,5 %	-6,0 %	-5,5 %	-5,7 %	-5,0 %	-2,9 %	-3,6 %	49,2 %	42,8 %	42,9 %
Afrique Subsaharienne	21,8 %	22,1 %	22,7 %	-3,2 %	-2,9 %	-2,7 %	-4,0 %	-3,6 %	-3,2 %	59,7 %	59,3 %	57,5 %

Source : World economic outlook, FMI

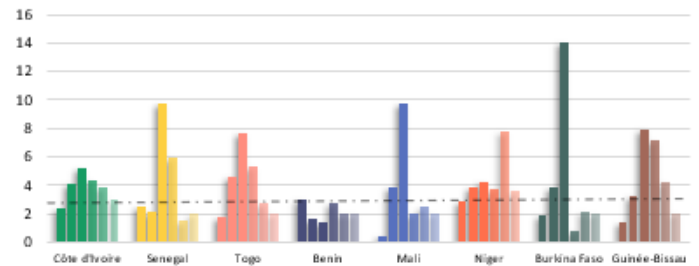


## Retour sur les perspectives du World Economic Outlook d'octobre (2/2)

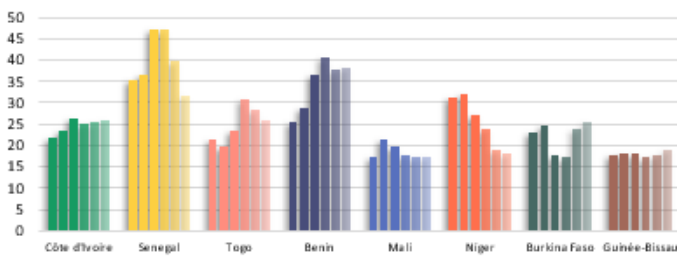
### Croissance du PIB réel (en %)



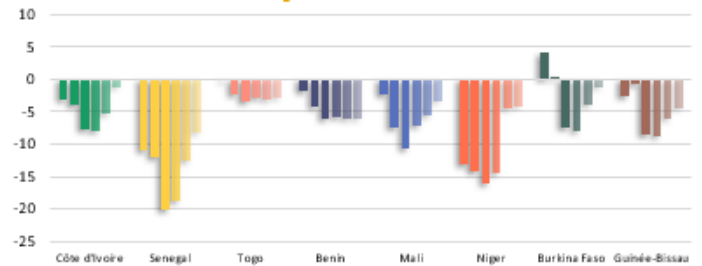
### Inflation (en %)



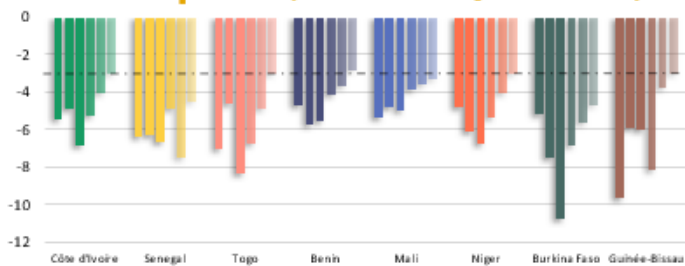
### Investissements publics (% du PIB)



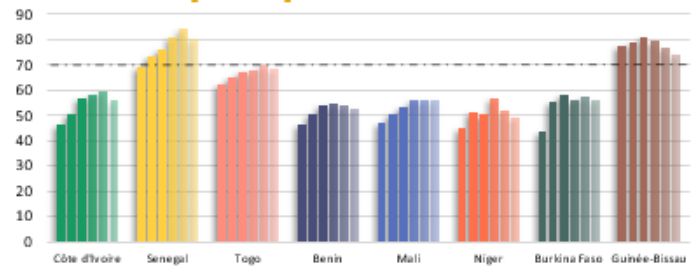
### Balance des comptes courants (% du PIB)



### Solde public (dons inclus, % du PIB)



### Dette publique brute (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 - - - - - Seuil régional (quand existant)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et de Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)